

Manifeste

Texte synthétisé par Ewelina Cazottes,
Laurent Ott, Mathieu Depoil.

des acteurs en Pédagogie Sociale

Manifeste réalisé sur la base de concertation de 9 associations, intervenant en Pédagogie sociale, et discuté et adopté lors du Festival de Pédagogie sociale, de Chilly-Mazarin, le 29 Mai 2021.

1. L'Urgence d'agir

Il est urgent de mettre un terme aux freins imposés aux actions qui prennent la rue pour terrain d'activité.

Une crise sociale de grande ampleur est en cours et a accentué l'éloignement de plus en plus d'enfants et de familles précaires, vis-à-vis du soutien traditionnel des institutions éducatives, sociales, éducatives et culturelles.

Nous dénonçons les difficultés à exister et à financer ces actions. Il s'agit le plus souvent des difficultés liées au déni de légitimité, de freins idéologiques, de concurrence déloyale avec les grosses structures qui sont représentés par les Fédérations Nationales et qui ont des moyens financiers importants.

Dans le cas le plus difficile, certains acteurs connaissent des conflits ouverts avec des municipalités, soucieuses de faire taire les besoins sociaux. Cela impacte fortement et limite le travail quotidien de ces structures.

Majoritairement, les acteurs dénoncent en particulier :

- Des refus de financement.
- Le déni de leur légitimité.
- Le dirigisme et l'autoritarisme avec lesquels sont menées les politiques sociales, et en particulier la logique « du haut vers le bas », qui ignore les réalités sociales de terrain.
- Les freins idéologiques, opposés aux acteurs en Pédagogie sociale, qui

imposent une lecture lissée et faussée des problèmes sociaux, éducatifs et institutionnels.

- Un manque cruel de moyens et donc aussi en personnels pour répondre aux besoins criants.
- Une situation imposée aux acteurs qui ont le courage et l'honnêteté de s'investir dans ces actions concrètes, qui subissent du bénévolat imposé ou de très faibles rémunérations.
- La concurrence imposée, avec complaisance soit avec des grandes institutions déconnectées des réalités sociales, soit avec des petites associations locales, qui pratiquent le clientélisme.
- Une volonté de limiter, réduire ou interdire par tous moyens les ateliers et pratiques sociales, de rue.
- La lourdeur et la contrainte administrative des demandes d'autorisations pour s'installer dans la rue pouvant pousser parfois, pour ne pas risquer l'abandon de l'action, à ne plus demander l'autorisation...
- L'amalgame entre pédagogie sociale et dispositif municipal ou gouvernemental de « prévention de la délinquance » et de « tranquillité publique ».



2. Lever les blocages idéologiques

Aujourd'hui, la Présence sociale, sur le terrain, auprès des populations qui subissent les violences sociales, politiques, administratives, économiques, et symboliques, est devenue un acte majeur.

Les institutions cherchent à gagner du temps ; pour ne plus voir la crise sociale majeure qui est en cours, elles se replient sur elles-mêmes et multiplient les barrières vis-à-vis de leurs publics.

Une vague sécuritaire submerge le pays. Ce sécuritarisme à la fois sanitaire et policier, laisse dans l'insécurité sociale et totale, les familles et enfants de milieu populaire.

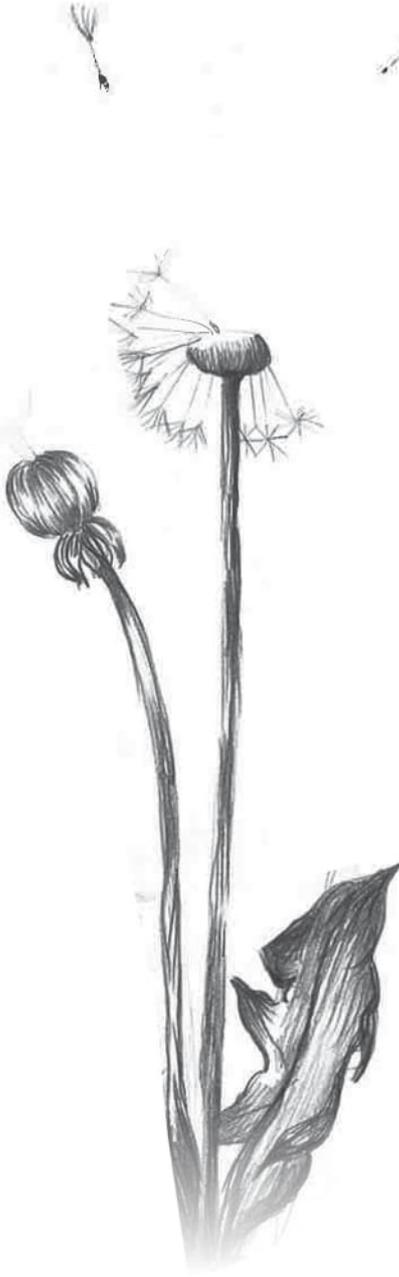
Une politique de pénalisation cherche à faire taire les problématiques qui restent sans solution.

Les acteurs sociaux engagés dans ces réalités subissent pour eux-mêmes les effets de ce « sécuritarisme », sous forme d'obstacles, de freins ou de déni de leurs actions.

Or, les réalités sociales niées, refoulées reviennent toujours, avec leurs lots de drames, de violences en tout genre.

Il faut imposer aujourd'hui réalisme et pragmatisme pour regarder en face l'état de la société, qui se dégrade.

Sortir de l'invisibilité les populations et les problématiques majeures, est devenu une urgence.



3. La transformation sociale : une nécessité

Afin de sortir d'un travail social en voie de bureaucratisation et d'une éducation populaire institutionnalisée par les pouvoirs publics, nous sommes convaincus que la pédagogie sociale peut-être un levier possible de transformation sociale, de lutte éducative et de construction d'une autre société.

Construction d'une autre société parce que nos pratiques pédagogiques, sous-tendues par une vision du monde inspirée du commun, du global et du collectif, s'inscrivent en opposition à l'ordre néolibéral dominant. Notre pédagogie déroge à la domestication de l'éducation en refusant la division du travail éducatif, la segmentation des pratiques, le découpage de l'éducation par « dispositifs » et soumises aux « marchés publics ».

Notre pédagogie est celle de la réalité, de la proximité et de la connaissance des milieux, nous permettant ainsi d'élaborer un diagnostic permanent des conditions de vie sociales, des inégalités, des injustices vécues dans les quartiers et dans les espaces de vie. Notre légitimité vient de cette connaissance de la réalité, elle nous inspire et nous guide car notre choix est de la transformer plutôt que de la subir, le fatalisme éducatif¹ n'étant pas une option pour nous.

Dans ce contexte, l'initiative collective, citoyenne, politique et libre est considérée et perçue comme une menace ou une défiance de l'ordre établi. Ces conditions d'exercice de la démocratie représente, à nos yeux, un réel danger pour nos avenir communs, le droit individuel ayant pris le pas sur les libertés collectives.

Face à cet autoritarisme, nous revendiquons une pédagogie de la délibération, de la confrontation et de l'entraide avec pour ambition de redonner du sens aux principes de démocratie vivante et permanente. Nous contestons la privatisation du débat public par les experts et technocrates déconnectés des réalités populaires et sociales. Notre pédagogie est donc celle de l'assemblée, du groupe, du débat d'idées et de la responsabilité, indispensables à l'exercice de l'autonomie individuelle et collective.

Au-delà du « vivre ensemble », la pédagogie sociale vise à faire société par le choix du commun : ce que nous partageons et ce que nous vivons ensemble. L'interaction des âges et le refus du clivage des publics rompent avec une société actuelle poussant à la lutte générationnelle, des genres et des identités. La rue étant notre lieu commun, elle centralise les publics, les isolés, les invisibles, les précaires, les indociles. Notre choix est donc d'être là, parmi les communs.

Dans une société qui se fragmente, se confine et se digitalise, la démarche de pédagogie sociale de s'affranchir des cloisons matérielles et mentales n'a jamais été autant d'actualité. Dans cette continuité, nous aspirons également à décroquer les pratiques en tout genre, ne limitant pas nos actions au travail social ou éducatif. En pédagogie sociale, le travail de la culture² est central notamment via l'expression, la création et l'expérimentation artistique. C'est par ce travail rigoureux de la culture que peut se dessiner le chemin de l'émancipation et non par sa contemplation, car la culture sans visée émancipatrice n'est que divertissement et diversion aux services des puissants. Tel est le cas en pédagogie sociale : la culture est révolte parce que non-soumise aux codes et contraintes du dedans, de la cloison et de l'entre-soi.

1 FREIRE Paulo, *Pédagogie de l'autonomie*, Toulouse, Eres, 2006, p. 57 et 79

2 MAUREL Christian, *Éducation Populaire et travail de la culture*, L'Harmattan, 2000



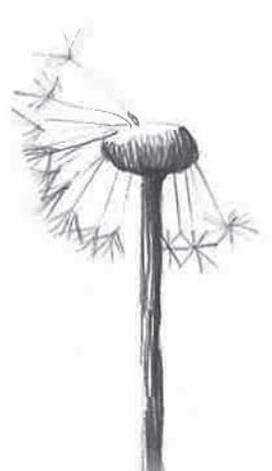
4. Nous adressons un message

Dans certaines villes, certains quartiers, des associations se voient empêcher de travailler dans la rue. Dans d'autres cas et dans d'autres endroits, il se produit l'inverse : l'injonction des financeurs aux associations à pratiquer le « aller-vers »... Dans ce cas, il est important de poser quelques repères pour ne pas confondre « travail de rue » et « institutionnalisation de la rue » ou encore « colonisation de l'espace public par le pouvoir dominant » :

- Le « aller vers » se construit pédagogiquement et fait écho à une ambition éducative et non à une démarche de visibilité et de communication, voire de racolage. C'est une construction collective qui doit répondre à une orientation politique claire de la part des structures organisatrices. Cette politique peut se traduire par la volonté d'agir dans le milieu de vie des enfants et des familles non pas dans une dynamique de participation mais dans une dynamique d'appropriation de l'espace.
- Le « aller vers » n'est pas de la « délocalisation » d'activités.
- L'idée n'est pas de transférer dans la rue une pratique qui existait auparavant dans les locaux de la structure. Le « aller vers » consiste à construire l'Activité et la pratique à partir des rencontres faites dans le milieu habité.
- Le « aller vers » ne suffit pas à transformer la réalité s'il n'est pas constitué d'une pratique pédagogique émancipatrice et de lien social. En pédagogie sociale, la place de l'activité est donc primordiale pour construire ensemble ce processus d'émancipation. Le « aller vers » est juste le premier pas, la suite appartenant au registre de la pédagogie.
- Le « hors les murs » n'empêche pas d'être « hors sol ». La pratique de la rue nécessite une connaissance de ce qui s'y passe et l'identification des besoins existants pour agir là où il se doit. La pédagogie sociale est une surface de contact avec les publics et les réalités sociales.

En pédagogie sociale, nous ne considérons pas la rue comme un « marché » ou une « foire » vouée à reproduire les inégalités ou autres formes de domination que nous pouvons retrouver dans certains fonctionnements du travail social. La rue à elle seule ne protège pas des dynamiques de « conquête » et du hors-sol institutionnel hélas déconnecté des réalités populaires. La rue ne peut être garante à elle seule de la visée émancipatrice de l'activité car, animée de manière dirigée et autoritaire, celle-ci ne devient pas pour autant libre et emprunte d'émancipation... Cette action restera vectrice de non-choix, d'enfermement, de soumission et d'impuissance même pratiquée en plein air. Le « Hors les murs » n'est donc pas gage de liberté... Le « Aller vers », peut même être un piège quand il serait possible de transférer dans la rue le poison de la domination institutionnelle et les mécanismes d'exclusion issus des fonctionnements bureaucratiques.

En pédagogie sociale, la rue doit être appréhendée comme un espace où le rapport de soumission est combattu par nos propres choix et positionnements pédagogiques.



En conclusion...

La pédagogie sociale n'est pas un dispositif. De ce fait, celle-ci n'est ni évaluable, ni quantifiable, ni transférable mais transmissible, mesurable et vivante. C'est une démarche de co-construction de l'intérêt général dans une perspective d'amélioration des conditions de vie.